



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

06-10-2014

Soutien aux syndicalistes « inculpés de Montluçon »

Communistes appelle à soutenir sans restriction les syndicalistes sanctionnés. Dans l'objectif du capital d'engranger des profits de plus en plus colossaux, il est nécessaire pour le gouvernement et l'appareil d'Etat de prendre des mesures et des décisions favorisant cet objectif. Pour empêcher les personnes qui feraient obstacle à cette politique, il faut casser toute contestation, créer un climat de crainte et répressif. Dernier en date, Sylvia Garcia, salariée d'un foyer de vie dans l'Allier a dénoncé des « maltraitements » sur une personne handicapée, photos à l'appui. Un collectif de soutien à Sylvia a été lancé. Celle-ci a été reconnue dans ses droits par le Conseil des Prud'hommes.

Dépité l'employeur s'acharne et a déposé une plainte pour diffamation à l'encontre de membre du collectif de soutien à Sylvia. La plainte en diffamation débouche sur une instruction judiciaire, plusieurs syndicalistes sont mis en examen et poursuivis devant le tribunal d'instance. L'un d'eux, Fabrice Preux a même reçu un "traitement de faveur" : mandat d'amener, menotté, embarqué en voiture direction le Tribunal de Grande Instance. Traités comme des délinquants, les militants syndicaux sont envoyés devant les tribunaux.

Notre parti soutient sans réserve les salariés à qui on veut faire porter le chapeau pour masquer une fois de plus le comportement notoire de nos dirigeants qui refusent de satisfaire les revendications. Sous la houlette du gouvernement socialiste et du parlement, les réformes fondamentales qui cassent le Droit du Travail s'accroissent et se mettent en œuvre. **Pour mettre en place cette politique, cela nécessite la répression à l'encontre de l'action syndicale.**

Pour notre parti, rien n'est plus urgent que de combattre le capitalisme et tous ceux qui le servent, d'appeler à la lutte unie pour les salaires, l'emploi et la protection sociale pour bloquer l'offensive patronale et gouvernementale contre le monde du travail. Il faut renforcer la protection des militants syndicaux et de tous ceux qui luttent.